

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

6 juin 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, vice-président du Conseil d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Statistiques fédérales : Genève émet des réserves quant au nouveau calcul de la population active .....	4
Renforcement de la collaboration entre Confédération et cantons lors de fouilles archéologiques sur les chantiers de routes nationales .....	4
Réception en l'honneur de Mme Micheline Calmy-Rey, ancienne présidente de la Confédération.....	5
Genève .....	6
Fermeture de Merck Serono : création d'une <i>task force</i> .....	6
Assistant-e-s à la vie scolaire dès la rentrée prochaine .....	6
Petite enfance : pour une nécessaire adaptation des normes au contexte actuel .....	7
L'Etat lance la création d'un réseau de vélos en libre service dans le canton.....	8
Circulation à Genève : de nouvelles conditions pour améliorer la fluidité du trafic .....	8
Avocats de la « deuxième » et « troisième » heure .....	9
Adoption du rapport d'activité 2011 du bureau du délégué aux violences domestiques .....	10
Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation : adaptation de la législation sanitaire ...	10
Modification du règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle concernant l'aide au retour .....	11
Le service de protection de l'air centralise tous les contrôles liés aux émissions des installations de chauffage.....	11
Manifestations dans le cadre de l'EURO 2012 : rappel des dispositions légales .....	12
Votation communale en Ville de Genève le 23 septembre 2012.....	12
Agenda des invitations à la presse .....	13

## **Statistiques fédérales : Genève émet des réserves quant au nouveau calcul de la population active**

Le Conseil d'Etat a alerté le Conseil fédéral sur les conséquences que pourrait avoir le nouveau mode de calcul de la population active de l'Office fédéral de la statistique (OFS), qui se fonde sur le relevé structurel auprès de la population active. Destiné à remplacer le recensement fédéral qui n'est plus réalisé depuis l'an 2000, ce relevé ignore l'ensemble des personnes travaillant auprès d'organisations consulaires ou internationales, faisant ainsi « disparaître » plusieurs milliers de personnes des statistiques dans notre seul canton. Cette approche de l'OFS est dictée par des seuls motifs techniques, en raison de difficultés méthodologiques liées aux sondages auprès de cette population.

Cette nouvelle méthode constitue un signal d'une singulière inélégance à l'égard des quelque 24'000 personnes résidant à Genève avec un statut international. Elle pourrait également entraîner des conséquences financières pour le canton de Genève, en particulier dans le domaine du financement des offices régionaux de placement, voire dans d'autres domaines tels que le calcul de l'indice de capacité financière de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons.

Le Conseil d'Etat a simultanément alerté la Conférence des gouvernements cantonaux (CDC) et la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP), les cantons n'ayant fait l'objet d'aucune consultation avant cette modification de pratique.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.*

---

## **Renforcement de la collaboration entre Confédération et cantons lors de fouilles archéologiques sur les chantiers de routes nationales**

Le Conseil d'Etat a répondu positivement à une audition du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative à la [modification de l'ordonnance concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire dans le trafic routier](#) et de l'[ordonnance sur les routes nationales](#). Le gouvernement genevois a également été appelé à commenter le projet d'instruction intitulé « procédure applicable en cas de découvertes archéologiques ou paléontologiques lors de la construction de routes nationales ».

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat salue les mesures proposées par la Confédération, qui introduisent des bases juridiques plus claires et lui permettront d'exécuter ses tâches avec davantage de cohérence dans les domaines de l'archéologie et de la paléontologie. Elles doivent aussi permettre d'améliorer la planification et d'optimiser les coûts qui seront ainsi mieux contrôlés.

*Pour tout complément d'information : M. Thierry Michel, directeur opérationnel, direction opérationnelle et des grands projets, office du génie civil, DCTI, ☎ 022 546 63 02.*

---

## **Réception en l'honneur de Mme Micheline Calmy-Rey, ancienne présidente de la Confédération**

Le Conseil d'Etat a reçu ce jour à déjeuner Mme Micheline Calmy-Rey, ancienne présidente de la Confédération, qui a quitté ses fonctions politiques à la fin de l'année 2011 après huit ans passés au Conseil fédéral.

Députée au Grand Conseil genevois de 1981 à 1997, Mme Calmy-Rey a ensuite été élue au Conseil d'Etat, qu'elle a présidé en 2001-2002. En 2003, elle a accédé au Conseil fédéral suite au départ de Mme Ruth Dreifuss. Mme Calmy-Rey est la seconde femme à avoir occupé la présidence de la Confédération, en 2007 et en 2011. Mme Dreifuss avait eu cet honneur avant elle en 1999, rejoignant les Genevois Gustave Ador (1919) et Adrien Lachenal (1896).

Depuis la fin de ses fonctions de conseillère fédérale, Mme Calmy-Rey a accédé à la présidence de la Fondation Martin Ennals, qui récompense chaque année des défenseurs des droits de l'homme. Elle a également été nommée professeure invitée de l'Université de Genève, rattachée à l'Institut européen. Dans ce cadre, elle dirige et anime des séminaires et des conférences sur les thèmes de la politique de paix et de la gouvernance globale.

---

## Fermeture de Merck Serono : création d'une *task force*

Dans le cadre de la fermeture du site genevois de Merck Serono, le Conseil d'Etat a informé le conseiller fédéral M. Johann Schneider-Ammann, responsable du Département fédéral de l'économie, et les syndicats Unia et SIT de sa décision de créer une *task force*.

Pilotée par le canton de Genève, cette *task force* sera chargée d'examiner les problématiques relatives à la poursuite des activités sur le site de Genève ainsi qu'au remplacement du personnel licencié, en complément des mesures déjà entreprises. Elle sera composée des autorités fédérales et cantonales, des représentants du personnel de Merck Serono et de leurs syndicats et de membres du milieu académique issus du domaine des sciences de la vie. Les dirigeants de Merck Serono seront également invités à y siéger, même si, lors de discussions préalables, ils ont indiqué ne pas souhaiter y prendre part.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat, DARES,  
☎ 022 546 88 00.

---

## Assistant-e-s à la vie scolaire dès la rentrée prochaine

Le soutien apporté aux élèves grâce au dispositif d'assistant-e-s à l'intégration scolaire (AIS) fait partie des mesures renforcées prévues dans le [règlement d'application de la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés \(LIJBEP\)](#). Ce nouveau dispositif d'emplois de solidarité est mis en place conjointement par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport et le département de la solidarité et de l'emploi, en étroite collaboration avec les trois degrés d'enseignement, l'office de la jeunesse, l'office médico-pédagogique et Pro Juventute. Il s'intègre parfaitement dans les principes de l'école inclusive.

Les activités des AIS comprennent l'accueil de l'élève à besoins éducatifs particuliers ou handicapé dans l'établissement, son accompagnement durant son transport, en classe, dans sa vie scolaire ou pour ses soins de base, hygiène ou bien-être. En coordination constante avec toutes les personnes impliquées, l'AIS ajuste les interventions en fonction de l'évolution des besoins de l'élève.

Les assistant-e-s à l'intégration scolaire sont engagé-e-s, dans le cadre d'un [dispositif d'emplois de solidarité \(EdS\)](#), par Pro Juventute. Ils sont au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée, les deux tiers de leur salaire sont financés par le chômage et le tiers restant par les parents. Ces derniers seront toutefois remboursés par le secrétariat à la pédagogie spécialisée (SPS), car il s'agit d'une mesure renforcée prévue par le règlement d'application de la LIJBEP.

Les personnes, en majorité des femmes, ont été sélectionnées ce printemps sur une quarantaine de dossiers proposés par le service des emplois de solidarité, par Pro Juventute en collaboration avec la direction de l'enseignement spécialisé. Leurs points communs: une très grande motivation, des expériences de vie très riches mais aussi une absence de certification qui nuit à leur employabilité sur le marché du travail. Quatorze d'entre elles sont entrées, depuis le 30 avril, dans un cycle de formation de dix semaines élaboré en fonction de leur cahier des charges et des missions qui leur seront attribuées, intégrant des stages dans des institutions spécialisées. Cette formation se terminera le 6 juillet et sera suivie de modules de formation continue en fonction des besoins qui émergeront de la pratique. Un des objectifs est de permettre à ces personnes d'entrer dans un processus de validation des acquis, sous l'égide de l'office de la formation professionnelle et continue, menant à une certification.

Agées entre 30 et 60 ans, ces personnes seront opérationnelles à la rentrée prochaine et seront en charge d'une trentaine d'enfants au bénéfice d'une décision du SPS basée sur une évaluation de l'office médico-pédagogique.

Ce dispositif sera régulièrement évalué afin de décider d'un éventuel élargissement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marianne Frischknecht, secrétaire générale, DIP,  
☎ 022 546 61 11.*

---

### **Petite enfance : pour une nécessaire adaptation des normes au contexte actuel**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur une [motion intitulée « Pour une nécessaire adaptation des normes au contexte actuel »](#) dans le domaine de la petite enfance.

Le Grand Conseil a souhaité que le Conseil d'Etat indique comment il entend répondre, dans le champ de ses responsabilités, au manque chronique de places d'accueil pour la petite enfance. Cette motion répertorie certains obstacles à la création de places d'accueil dans notre canton. Compte tenu des enjeux, les partenaires (associations professionnelles, écoles, communes) concernés par le milieu de la petite enfance ont participé aux réflexions qui ont débouché sur cette réponse du Conseil d'Etat.

Suite à cette large consultation mais aussi à un [rapport de la Cour des comptes](#) et à une enquête annuelle administrative, le Conseil d'Etat est aujourd'hui en mesure de proposer notamment une nouvelle répartition des qualifications professionnelles au sein des instituts de la petite enfance (IPE) qui tient compte du nouveau CFC d'assistant socio-éducatif (ASE).

Pour parvenir à cette nouvelle répartition, un important plan de formation continue est nécessaire. Ce plan permettra de former des CFC d'ASE par validation des acquis et de l'expérience, mais il permettra aussi aux titulaires d'un *master* en sciences de l'éducation, en psychologie ou encore d'un titre d'éducateurs-trices HES d'être enfin reconnus dans les IPE comme faisant partie du personnel qualifié.

L'initiative 143 « pour une véritable politique d'accueil de la Petite enfance » et la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (contreprojet à l'IN 143) sont soumises en [votation populaire le 17 juin 2012](#). Quel que soit le verdict des urnes, la loi sur la petite enfance devra être révisée. La réponse à cette motion représente un premier pas en vue de cette révision.

*Pour toute information complémentaire : M. Serge Baehler, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 17.*

---

## **L'Etat lance la création d'un réseau de vélos en libre service dans le canton**

A l'instar de nombreuses agglomérations en Europe et dans le monde, le canton de Genève offrira dès l'été 2013 un réseau de vélos en libre service (VLS). Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une subvention de 1,345 million de francs à TPG Vélo S.A., société fille des TPG, dans le cadre d'un contrat de prestations valable en 2013 et 2014 et portant sur l'exploitation d'un réseau de VLS sur le territoire cantonal.

Le système prévoit la mise à disposition progressive de 150 stations, offrant la possibilité à tout public d'emprunter un vélo et de le restituer à un autre emplacement du canton. Une synergie étroite avec les transports publics permettra d'assurer une complémentarité entre les modes de transport (billettique commune, trajets combinés).

TPG Vélo S.A. pilotera la commande des stations et des vélos, assurera la mise en place des stations en partenariat avec les communes et supervisera l'exploitation et la maintenance du système.

La part de l'Etat versée à TPG Vélo S.A. dans le cadre du contrat de prestations sera complétée à parts égales par les participations financières des communes concernées et des TPG ainsi que de divers financements privés, pour un montant total de l'ordre de 2,1 millions de francs par an. A ce jour, quinze communes se sont déclarées partantes.

Ces coûts d'exploitation comprennent les frais d'acquisition et de renouvellement des vélos, mais également la gestion du parc de vélos (rééquilibrage entre les stations). L'exploitation du VLS privilégiera l'engagement de personnel en formation, en apprentissage ou en réinsertion sociale, par le biais notamment des emplois de solidarité.

Les coûts d'investissement, liés à l'acquisition des stations et aux travaux de génie civil, s'élèvent à environ 11,4 millions de francs sur dix ans, et seront également pris en charge par les communes. Certaines communes ont entrepris des démarches auprès d'entreprises localisées à proximité immédiate des stations, afin que ces dernières participent financièrement à la mise en place et à l'exploitation du système de VLS.

[Annexe : le Vélo en libre service \(VLS\) en chiffres.](#)

*Pour toute information complémentaire : Mme Julie Barbey Horvath, cheffe de projets mobilités douces, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 92.*

---

## **Circulation à Genève : de nouvelles conditions pour améliorer la fluidité du trafic**

En réponse à une [motion demandant l'amélioration des conditions de circulation à Genève](#), le Conseil d'Etat a pris une série de mesures permettant une meilleure gestion du trafic autour de la rade.

Ainsi, une voie réservée aux bus et aux taxis a été mise en service sur le pont du Mont-Blanc le 27 février 2012 (voir [communiqué](#)). Cette nouvelle desserte de transports publics a permis de fluidifier la circulation sur le pont, tant des bus que des voitures, et a nettement amélioré la desserte entre les communes de la rive gauche et la gare de Cornavin. Une évaluation de ce nouveau dispositif, une étude générale des ondes vertes (synchronisation des feux de circulation) à Genève et une étude d'optimisation du pourtour de la Rade (« U » lacustre) seront en outre réalisées.

Pour ce qui est de la gestion des places de parking au regard des projets d'aménagement urbain, le Grand Conseil a approuvé, le 22 mars 2012, la [modification de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(LaLCR\)](#), en particulier l'article 7B intitulé « Gestion de la compensation ». Cet article prévoit que lors de la création d'un parking en ouvrage à usage public, un nombre équivalent de places de parking à usage public est supprimé en surface. De même, lorsque des places à usage public sur voirie sont

supprimées, celles-ci sont compensées par un nombre équivalent, le cas échéant dans un parking en ouvrage à usage public. A titre exceptionnel, jusqu'à 20% des places de compensation en ouvrage peuvent être destinées aux deux-roues motorisés.

Le Conseil d'Etat rappelle qu'il s'est également déterminé en faveur de la réalisation du parking Clé de Rive, situé sous la rue Pierre-Fatio. Cet ouvrage aura une capacité de 500 places de stationnement pour les voitures et 388 places pour les deux-roues motorisés. Cela permettra à la Ville de Genève de mettre en œuvre son projet de piétonisation dans le secteur en supprimant 450 places de stationnement en surface.

Enfin, la création d'une passerelle dédiée à la mobilité douce juxtaposée au pont du Mont-Blanc est actuellement examinée par la Ville de Genève. Dans le cadre de la définition de ce projet, l'Etat accompagne la Ville, en particulier sur les questions liées à la mobilité et aux interactions avec les débarcadères de la Compagnie générale de navigation. Le 29 mai 2012, la Ville a présenté les lauréats de son concours d'architecture pour ce projet de passerelle piétonne. Les travaux sont prévus à l'horizon 2014, conformément au planning du projet d'agglomération, afin de bénéficier du financement fédéral.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, direction générale de la mobilité, DIM,  
☎ 022 546 78 19.*

---

## **Avocats de la « deuxième » et « troisième » heure**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi proposant une modification de la [loi sur la profession d'avocat](#) (LPAv, art. 8A et 41A) afin d'étendre la permanence de l'avocat de la « première » heure, dédiée aux interventions de la police, aux « deuxième » et « troisième » heure en faveur du Ministère public (MP), du Tribunal des mesures de contrainte (TMC) et du Tribunal des mineurs (TMin).

Afin de répondre au droit – consacré par le [code de procédure pénale suisse \(CPP\)](#) – de tout prévenu d'être assisté d'un avocat dès le premier interrogatoire de police (art. 159 CPP), l'article 8A de la LPAv a institué un service de permanence. Ce service, dont l'organisation a été déléguée à l'Ordre des avocats (OdA), est destiné à offrir aux personnes prévenues d'une infraction grave arrêtées provisoirement par la police et qui en font la demande la possibilité d'être assistées d'un défenseur (permanence dite de « l'avocat de la première heure »). Le montant de l'indemnité attribuée aux avocats qui interviennent dans ce contexte est régi par l'article 41A LPAv et s'élève au tarif de l'assistance juridique majoré de 50%.

Or, il est apparu en pratique que dans les 96 heures suivant l'arrestation du prévenu, le MP, le TMC ou le TMin se trouvent également devant la nécessité de faire appel à un avocat dans l'urgence, le plus souvent dans l'heure, dans les cas où le MP souhaite demander une prolongation de la détention provisoire de la personne prévenue auprès du TMC (art. 224 CPP) ou lorsque l'on se trouve dans un des cas de défense obligatoire (art. 130 CPP et [24 de la Procédure pénale applicable aux mineurs \(PPMin\)](#)).

Dans ces circonstances, l'OdA a consenti, à titre expérimental et provisoire, à mettre sa permanence de l'avocat de la première heure à disposition du MP, du TMC et du TMin, étant précisé que l'avocat intervenant dans ce contexte est rémunéré au tarif de l'assistance juridique non majoré. Après quelques mois de fonctionnement, il apparaît que les interventions des avocats de permanence sont aussi nombreuses auprès du MP (avocats dits « de la deuxième heure ») et du TMC (avocats dits « de la troisième heure »), ainsi que du TMin que lors des interrogatoires de police (avocats dits « de la première heure »), soit au total près de 450 interventions en 2011.

Afin de donner une base légale formelle à cette mise à disposition de la permanence en vue d'une fin qui n'est pas celle initialement prévue par l'article 8A LPAv, de même que de supprimer la différence de rémunération des avocats pour une intervention en « première heure » ou en « deuxième heure » et en « troisième heure », alors que la disponibilité requise est la même, le Conseil d'Etat propose ainsi d'élargir le champ d'application de l'article 8A LPAv lorsque le prévenu est entendu pour la première fois devant le MP, le TMC ou le TMin, en cas de défense obligatoire.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sahra Leyvraz-Currat, secrétaire adjointe, DSPE,  
☎ 022 327 92 14.*

---

### **Adoption du rapport d'activité 2011 du bureau du délégué aux violences domestiques**

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil pour information le [rapport d'activité 2011 du bureau du délégué aux violences domestiques \(BVD\)](#).

En 2011, les [infractions au code pénal suisse pour violences domestiques](#) ont baissé de 15% à Genève, soit une baisse relative de 26% entre 2008 et 2011. Dans le même temps, la police genevoise a prononcé quarante-deux mesures d'éloignement à l'encontre d'auteurs présumés d'actes de violences domestiques, ce qui a permis de favoriser le maintien à domicile de nombreuses personnes victimes et de leurs enfants. Ces résultats encourageants doivent être confirmés, voir améliorés, dès l'année 2012. En parallèle, le département de la sécurité, de la police et de l'environnement a inauguré le [tram « Stop violences domestiques »](#) destiné à informer, sensibiliser et mobiliser la population genevoise sur cette thématique. Ce tram permet également la promotion de la ligne téléphonique « Stop violences à la maison 0840 110 110 » qui offre écoute et orientation. En 2011, 186 appels ont abouti, soit une moyenne de 15,5 appels par mois.

L'[observatoire genevois des violences domestiques](#) comprend dorénavant quatorze institutions, toutes membres de la commission consultative sur les violences domestiques. Après deux années tests, soit 2009 et 2010, le premier rapport officiel sera établi pour l'année 2011. Ensuite, le Conseil d'Etat sera renseigné annuellement sur le nombre, les caractéristiques et l'évolution des situations recensées.

*Pour toute information complémentaire : M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DSPE,  
☎ 022 546 89 80 ou 076 396 18 09.*

---

### **Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation : adaptation de la législation sanitaire**

Le Conseil d'Etat a adopté les modifications législatives relatives à la loi sur la santé, la loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients ainsi que la loi sur les commissions officielles.

Ces modifications viennent compléter celles de la loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile, de la loi sur l'organisation judiciaire ainsi que de la constitution de la République et canton de Genève, déjà adoptées par le Conseil d'Etat le 4 avril 2012. Elles sont nécessaires pour adapter le droit cantonal sanitaire à la nouvelle terminologie découlant de la modification du [code civil fédéral](#) et visant à supprimer des notions jugées stigmatisantes telles qu'« ivrognerie », « mauvaise conduite » ou encore « pupille ». Cette révision du code civil touche à des questions fondamentales ayant trait à la protection des personnes et s'inscrit dans une volonté de favoriser et de renforcer le droit de la personne à disposer d'elle-même.

Par la même occasion, la législation sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients a été adaptée, dès lors que tout un pan de l'activité de cette commission, soit le placement à des fins d'assistance, sera désormais confié au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anne Etienne, juriste, direction des affaires juridiques, DARES, ☎ 022 546 88 21.*

---

### **Modification du règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle concernant l'aide au retour**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (RIASI) afin de poursuivre le programme cantonal d'aide au retour et la réinstallation dans le pays d'origine des personnes sans autorisation de séjour.

En un peu plus de deux ans, ce programme a permis le retour et la réinstallation réussis de pas moins de 430 personnes.

*Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.*

---

### **Le service de protection de l'air centralise tous les contrôles liés aux émissions des installations de chauffage**

Le Conseil d'Etat a décidé de réunir au sein du service de protection de l'air l'ensemble des tâches de suivi relatives à la mise en œuvre de la législation sur la protection de l'air dans le domaine des installations de chauffage. Il a donc adopté les modifications réglementaires y relatives.

Jusqu'ici, le service de la sécurité civile était chargé de ces tâches pour les installations de faible puissance, alors que le service de protection de l'air se chargeait des installations de grande puissance. La concentration des tâches dans un seul service vise à améliorer la mise en application de la politique publique de la protection de l'environnement et, plus spécifiquement, de la protection de l'air.

En pratique, l'exécution des contrôles des émissions polluantes restera confiée aux ramoneurs officiels pour les petites installations, et au service de protection de l'air, pour les plus grandes. Suite au regroupement des activités, le service de protection de l'air se chargera désormais du suivi de tous les contrôles et, le cas échéant, fera procéder aux assainissements nécessaires.

Le service de la sécurité demeure l'autorité de référence pour les questions relatives au ramonage, sous l'angle de la prévention incendie.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur du service de la sécurité civile, DIM, ☎ 022 546 58 00, ou M. Philippe Royer, directeur du service de protection de l'air, DSPE, ☎ 022 388 80 50.*

---

## **Manifestations dans le cadre de l'EURO 2012 : rappel des dispositions légales**

Comme il l'avait déjà fait lors de l'Euro 2008 et du Mondial 2010 de football, le Conseil d'Etat a adopté un arrêté visant à aménager les conditions-cadres favorables au bon déroulement de l'Euro 2012 et des manifestations liées à cet évènement.

Il s'agit de rappeler les différentes dispositions légales et réglementaires en matière, notamment, d'ordre, de sécurité, de tranquillité et de salubrité publics, de débits de boissons, de vente d'alcool sur la voie publique ou encore de commerce itinérant. Les obligations des autorités cantonales et communales et celles des organisateurs sont également soulignées.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11 (questions relatives à l'ordre public), ou M. Jean Genolet, directeur du service du commerce, DARES, ☎ 022 388 39 26 (questions relatives au commerce et à l'industrie).*

---

## **Votation communale en Ville de Genève le 23 septembre 2012**

Le Conseil d'Etat a fixé au 23 septembre 2012 la date d'une votation communale en Ville de Genève portant sur l'objet suivant :

- l'arrêté du Conseil municipal de la Ville de Genève du 30 janvier 2012 ouvrant un crédit de 5'136'000 francs destiné à la réalisation des mesures à l'essai, durant une année, de la première tranche de l'initiative populaire IN-2 (166) « 200 rues sont à vous – pour des rues ouvertes à la vie et aux mobilités douces ».

A la même date, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire les objets suivants :

- l'arrêté fédéral du 15 mars 2012 sur la promotion de la formation musicale des jeunes (contre-projet à l'initiative populaire «jeunesse + musique») ;
- l'initiative populaire du 23 janvier 2009 « Sécurité du logement à la retraite » et
- l'initiative populaire du 18 mai 2010 « Protection contre le tabagisme passif ».

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 6 août 2012, avant midi.

Il n'y a pas d'objet cantonal soumis à votation le 23 septembre 2012.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
7 juin 11h00	Soutien aux sportifs genevois en route pour les Jeux olympiques et paralympiques de Londres 2012	Salle 2 du DIP 6, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIP  VGe	Olivier Mutter ☎ 022 327 94 80 ou 078 817 16 13  Thomas Wenger ☎ 022 418 42 82 ou 079 476 69 45
14 juin 9h30	Inauguration du nouveau biobac traitant les effluents agricoles	Vignoble de Dardagny	DIM	Yves Bellégo ☎ 546 76 06
14 juin 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics de la halte CEVA de Carouge-Bachet	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 96 24 ou 076 313 01 25
15 juin 11h00	Développement durable : cérémonie de remise de la bourse, du prix et des distinctions cantonales 2012	Ecurie des Vues Coppet (accès par le chemin du Parc, 1297 Founex)	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
5 juillet 18h00	Inauguration de l'exposition « Regards sur nos rivières »	Espace SIG du pont de la Machine, Genève	DIM	Leyla Caragnano Rosatti ☎ 022 546 76 14